



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS  
FORCE OUVRIÈRE D'INDRE-ET-LOIRE**

---

MAISON DES SYNDICATS

La Camusière – 18 rue de l'Oiselet - 37550 Saint Avertin

Tél. : 02 47 38 54 43 – Télécopie : 02 47 37 91 00

Email : [force.ouvriere37@wanadoo.fr](mailto:force.ouvriere37@wanadoo.fr)

[udfo37@force-ouvriere.fr](mailto:udfo37@force-ouvriere.fr)

Stéphane DEPLOBIN

Secrétaire Général UD CGT 37

Mon cher camarade,

Je t'adresse mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année, qui s'annonce d'ores et déjà extrêmement difficile pour la classe ouvrière.

L'union départementale FORCE-OUVRIERE 37 vient d'être destinataire d'une énième invitation à une intersyndicale, le 9 janvier, à l'initiative de la CGT 37.

**UNE INTERSYNDICALE DEPARTEMENTALE POUR QUOI FAIRE ?**

La situation économique et sociale que nous subissons et dont nous connaissons tous les causes, appelle selon nous une réponse d'ampleur, et cela au niveau national.

Se pose inévitablement la question de l'action des confédérations qui ont, et l'Histoire du mouvement ouvrier le démontre, un rôle déterminant à tenir.

Ta confédération semble s'orienter vers une nouvelle journée de mobilisation (manifestations) en marge du prochain sommet social, autour du 19 janvier.

Dans le même moment Bernard Thibaud, secrétaire général de la CGT vient de signer avec François Chérèque de la CFDT, et les responsables syndicaux de certaines organisations syndicales d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne de Belgique une tribune pour "un nouveau contrat social européen".

Ceci dans le but d'obtenir la révision des traités européens pour y intégrer une dimension sociale, mais est-ce réellement ce que réclament les salariés qui partout en Europe refusent le diktat de la troïka et les mesures d'austérité qui s'abattent sur la classe ouvrière.

Partout les travailleurs refusent de payer pour une dette qui n'est en rien la leur, comme nous ne cessons de le marteler à FO.



## UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE-ET-LOIRE

---

MAISON DES SYNDICATS

La Camusière – 18 rue de l'Oiselet - 37550 Saint Avertin

Tél. : 02 47 38 54 43 – Télécopie : 02 47 37 91 00

Email : [force.ouvriere37@wanadoo.fr](mailto:force.ouvriere37@wanadoo.fr)

[udfo37@force-ouvriere.fr](mailto:udfo37@force-ouvriere.fr)

La CES qui de son côté s'est toujours prononcée pour l'application de tous les traités européens, a permis la destruction de toutes les garanties collectives et a imposé une remise en cause de tous les services publics et l'application d'une concurrence "libre et non faussée", cette même CES en appelle maintenant à créer l'unité partout en Europe, en reprenant les mêmes arguties.

Sur les questions de la dette comme sur les autres sujets, il n'y a rien à négocier, tout comme le projet d'un audit citoyen sur la dette : se poser la question c'est déjà admettre qu'une partie de cette dette pourrait être légitime, ce qui justifierait une partie des politiques d'austérité.

Nous considérons que cette dette est illégitime et que la classe ouvrière ne doit nullement en assumer les conséquences.

Dans cette tribune Bernard Thibaut plaidait pour *un "approfondissement du projet européen ...afin d'atteindre les objectifs de réduction des déficits et des dettes..dans des délais réalistes"*, reprenant peu ou prou la déclaration de l'intersyndicale de cet été 2011, signée par la CGT,CFDT,FSU, UNSA et SUD-SOLIDAIRES...

Ces propositions sont la continuation naturelle du "pacte social" de "l'union sacrée" qui aboutit partout à des reculs sociaux (augmentation de l'âge de départ en retraite, baisse des revenus et des pensions et plus largement des droits sociaux), il suffit de regarder la situation de l'Espagne pour juger de la réalité des conséquences prévisibles.

Comme je l'avais expliqué lors de notre dernière rencontre, à FO nous avons tiré les leçons de la mobilisation sur les retraites et nous constatons que les faits sont têtus en effet : les promenades syndicales, les processions, les défilés ont fait la preuve de leur inefficacité à faire reculer un gouvernement droit dans ses bottes sur ces contre-réformes.

De nombreux salariés ont perdu plusieurs journées de salaire alors que l'intersyndicale s'enfermait dans sa logique vouée à l'échec et en refusant systématiquement nos propositions d'une journée d'action interprofessionnelle sur un mot d'ordre clair, celui du retrait du texte.



## UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE-ET-LOIRE

---

MAISON DES SYNDICATS

La Camusière – 18 rue de l'Oiselet - 37550 Saint Avertin

Tél. : 02 47 38 54 43 – Télécopie : 02 47 37 91 00

Email : [force.ouvriere37@wanadoo.fr](mailto:force.ouvriere37@wanadoo.fr)

[udfo37@force-ouvriere.fr](mailto:udfo37@force-ouvriere.fr)

Nous considérons que pour des logiques d'appareil , les dirigeants nationaux de la CGT et de la CFDT ont tout mis en œuvre pour faire échec à ce mouvement de la classe ouvrière qui en est sortie battue mais pas abattue.

Certains osent encore affirmer que les syndicats ont gagné la bataille de l'opinion face au gouvernement, oubliant juste au passage que cette réforme s'applique et produit ses effets néfastes sur les salariés.

L'âge de départ en retraite a reculé de 2 ans et les 42 années de cotisations à portée pour les prochaines générations. Derrière les plans d'austérité se sont succédés faut-il le rappeler ?

Aujourd'hui nous sommes à un tournant tant la "république sociale" est sous le feu, en particulier des attaques sur les droits sociaux, l'emploi, les salaires, les statuts et les conventions collectives et bien sûr contre les services publics, la RGPP s'appliquant partout et avec force et détermination.

### **Alors une intersyndicale départementale mais pour quoi faire ?**

Quelle réponse est apportée depuis des mois ? la multiplication de journées de manifestation mais pour quels résultats !

Là encore les faits sont têtus et méritent d'être examinés avec attention

le 15 octobre dernier, 1500 salariés se retrouvaient à l'appel de "l'intersyndicale" départementales pour une manifestation à Tours.

le 13 décembre, 300 manifestants battaient le pavé sans enthousiasme à l'appel de cette "intersyndicale" avec une grande proportion de retraités, soit une baisse de 80%.

Ceci démontre d'une manière frappante que les salariés ont bien compris qu'il n'y a aucune issue positive à la perspective que vous soutenez envers et contre toute évidence.



## UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE-ET-LOIRE

---

MAISON DES SYNDICATS

La Camusière – 18 rue de l'Oiselet - 37550 Saint Avertin

Tél. : 02 47 38 54 43 – Télécopie : 02 47 37 91 00

Email : [force.ouvriere37@wanadoo.fr](mailto:force.ouvriere37@wanadoo.fr)

[udfo37@force-ouvriere.fr](mailto:udfo37@force-ouvriere.fr)

Pire encore, ces modalités d'action sont démobilisatrices car elles ne s'appuient sur rien de construit, sans revendications claires.

C'est notre analyse, et pour FO 37, nous considérons que le mouvement ouvrier ne peut se construire, prospérer et se développer que par l'entremise d'une action interprofessionnelle sur la base de revendications claires et comprises.

Nous affichons clairement et sans détour, notre refus de la politique économique qui conduit à la casse de notre république sociale et à la paupérisation des salariés, pour le profit de quelques financiers.

La RGPP, l'instauration de la "règle d'or" sont autant de projets attentatoires à notre protection sociale collective, à l'emploi et l'augmentation des salaires.

Par ailleurs, nous observons à regret que l'appareil de ton organisation a décidé de maintenir une alliance de circonstance avec la CFDT, qui elle, de son côté milite pour une réforme systémique de notre retraite, pour l'instauration d'une TVA sociale via l'accord sur la compétitivité des entreprises acté cet été, ...

Toutes choses que tu condamnes apparemment dans le préambule de ton invitation.

Mon cher camarade, il y a une ligne de fracture indélébile avec le syndicalisme intégré qu'incarne la CFDT, qui depuis toujours applique *rerum novarum* - la doctrine sociale de l'Eglise, que je t'invite à lire ou relire, tant elle est opposée avec la ligne des syndicats qui se réclament de la charte d'Amiens et donc de la lutte des classes.

Aujourd'hui comme hier, c'est bien la question de la lutte des classes qui transparaît derrière le futur qui se prépare.

A FO, nous avons choisi de ne pas brader les revendications légitimes des salariés pour un quelconque profit électoraliste et dans la période électorale qui arrive, nous n'aurons comme depuis toujours à ne choisir que la défense des intérêts particuliers des salariés.

En refusant la construction systématique du rapport de force nécessaire pour satisfaire aux revendications, ton organisation porte une grande responsabilité.



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS  
FORCE OUVRIÈRE D'INDRE-ET-LOIRE**

---

MAISON DES SYNDICATS

La Camusière – 18 rue de l'Oiselet - 37550 Saint Avertin

Tél. : 02 47 38 54 43 – Télécopie : 02 47 37 91 00

Email : [force.ouvriere37@wanadoo.fr](mailto:force.ouvriere37@wanadoo.fr)

[udfo37@force-ouvriere.fr](mailto:udfo37@force-ouvriere.fr)

Il n'y a pas malheureusement d'autres options possibles à la préparation d'un véritable mouvement national interprofessionnel, certains ne l'envisagent même plus, lui préférant d'autres formes de mobilisations telles des flash mobs qui font trembler le gouvernement et le patronat.

Pourtant le vent de la contestation souffle en Europe et le mouvement des indignés se développent lorsque les confédérations perdent le lien avec l'intérêt des salariés et se prennent pour des administrateurs de la crise.

La situation n'appelle pas à l'indignation mais bien à la révolte...

Mon cher camarade, tu l'auras compris nous ne participerons à cette intersyndicale car tant sur le fond que sur la forme les conditions ne sont pas remplies.

En revanche, nous restons disponibles pour mener la véritable lutte si ton organisation à l'avenir changeait son orientation.

Et si vers le 7 octobre 2010, il y avait eu un appel commun des 3 principales confédérations à une journée interprofessionnelle de grève, ne crois tu pas que l'avenir des retraites aurait été différent ?

Reçois, mon cher camarade mes sincères salutations syndicalistes.

Saint-Avertin, le 8 janvier 2012

Grégoire HAMELIN

Secrétaire Général